

RAPPORT 2018 SUR LES DROITS DE L'HOMME – DJIBOUTI

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Djibouti est une république dotée d'un président élu puissant et d'un pouvoir législatif faible. En avril 2016, le président Ismaïl Omar Guelleh a été réélu pour un quatrième mandat. Les observateurs internationaux de l'Union africaine (UA), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Ligue arabe ont qualifié l'élection présidentielle de « pacifique », « calme » et « suffisamment libre et transparente », mais ont pris note d'irrégularités. La plupart des groupes d'opposition ne considéraient pas que les élections aient été libres et équitables. Trois des sept partis d'opposition ont participé aux élections législatives de février. Des groupes d'opposition ont affirmé que le gouvernement n'avait pas respecté les clauses de l'accord de 2015 sur l'établissement d'une commission électorale nationale effectivement indépendante pour gérer et superviser les élections. Des observateurs internationaux de l'UA, l'IGAD, l'Organisation de la coopération islamique et la Ligue arabe ont qualifié les élections législatives de 2018 de « libres, justes et équitables », une évaluation contestée par les chefs des partis d'opposition non reconnus.

Les autorités civiles ont exercé un contrôle efficace sur les forces de sécurité.

Les problèmes en matière de droits de l'homme ont inclus des traitements arbitraires par des agents de l'État, des conditions carcérales très dures et délétères, l'ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la diffamation criminelle, des restrictions limitant la liberté de réunion et d'association, les mauvais traitements et les détentions visant ceux qui critiquent le gouvernement, les restrictions imposées par le gouvernement à la capacité des citoyens à choisir leur gouvernement ou à exercer une influence réelle sur celui-ci, la corruption au sein du gouvernement, les violences faites aux femmes, y compris les mutilations génitales féminines/l'excision (MGF/E) - le gouvernement n'agissant pas de façon appropriée pour poursuivre les coupables et leur faire répondre de leurs actes, des restrictions limitant les droits des travailleurs, et le travail des enfants.

L'impunité constituait un problème. Les autorités ont rarement pris des mesures pour traduire en justice ou punir les responsables qui avaient commis des abus, qu'ils fassent partie des services de sécurité ou d'autres secteurs du gouvernement.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques

Des exécutions arbitraires ou extrajudiciaires imputées aux pouvoirs publics ou à leurs agents ont été signalées.

Selon une association de défense des droits de l'homme, le 9 juillet, les forces de sécurité de l'État ont tué par balles un jeune homme dans le nord de Djibouti pendant une enquête sur un groupe rebelle armé.

En 2015, le gouvernement a mené une enquête sur des agents de la force publique et des civils qui auraient été responsables de la mort d'au moins 30 personnes rassemblées pour une cérémonie religieuse. Aucun agent de la force publique n'a été jugé responsable de ces décès. L'examen des dossiers de plusieurs civils accusés d'implication dans la même affaire se poursuivait.

Les autorités ont rarement pris des mesures connues pour enquêter sur des cas signalés d'exécutions arbitraires ou illégales datant d'années précédentes ou pour en traduire en justice les auteurs présumés.

Les autorités ont donné la priorité à l'organisation d'enquêtes et à l'arrestation de membres présumés d'un groupe rebelle qu'elles ont accusé d'avoir attaqué en mai des engins lourds destinés à un projet controversé de construction de route dans le nord.

b. Disparitions

Il n'a pas été fait état de disparitions causées par les autorités gouvernementales ou en leur nom.

c. Torture et autres châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La constitution et la loi interdisent de telles pratiques, mais des sources locales crédibles ont indiqué que les forces de sécurité avaient agressé des détenus.

Les forces de sécurité ont arrêté et maltraité des journalistes, des manifestants et des membres de l'opposition.

Le 26 mars, des associations nationales de défense des droits de l'homme ont affirmé que des agents du Service de documentation et de sécurité (SDS) ont détenu et battu Mohamed Ahmed Ali après qu'il a publié une série de posts sur Facebook. Les raisons de son arrestation n'étaient pas claires. Il a été libéré une semaine plus tard sans aucun procès.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les organisations internationales ont indiqué que les conditions carcérales demeuraient très dures. Ce pays possède une prison centrale – Gabode – dans la capitale et une deuxième prison, plus petite, à Obock, ainsi qu'un certain nombre de petites prisons supervisées par la police locale ou les gendarmes. Ces prisons faisaient souvent office de cellules de détention provisoire avant le transfert des détenus vers la prison centrale. Le centre de détention de Nagad, géré par la police, hébergeait principalement les migrants en situation irrégulière et ne faisait pas partie du système carcéral. Des cas de mauvais traitements infligés aux prisonniers par des policiers et des gendarmes ont été signalés

Conditions matérielles : Dans la prison de Gabode, les conditions de détention des femmes étaient similaires à celles des hommes, bien que leurs locaux soient moins surpeuplés. Les autorités permettaient aux jeunes enfants des prisonnières de rester avec leur mère. La population carcérale était presque le double des capacités originales prévues de l'établissement. En raison du manque de place, les autorités ne séparaient pas toujours les personnes en détention provisoire des prisonniers condamnés, ni les délinquants violents des délinquants non violents. Elles séparaient parfois les partisans de l'opposition du reste de la population carcérale. L'éclairage et le chauffage étaient insuffisants, l'eau potable et la ventilation limitées et les conditions sanitaires mauvaises.

Les prisonniers souffrant de handicaps mentaux, qui représentaient un pourcentage croissant de la population carcérale, recevaient régulièrement des soins adéquats. Ils étaient gardés à l'infirmerie, où ils étaient séparés des prisonniers atteints de maladies transmissibles graves. Ils avaient accès à des soins psychiatriques par l'intermédiaire du système de santé national.

Les conditions dans les prisons locales, où étaient détenus les prisonniers jusqu'à leur libération sans autres formalités ou leur transfert à la prison centrale, étaient mauvaises. Celles-ci n'avaient aucun système officiel pour nourrir ou séparer les prisonniers et ne fournissaient pas de services médicaux réguliers. Les prisonniers recevaient régulièrement de la nourriture.

Les conditions dans le centre de détention de Nagad étaient mauvaises, même si les détenus avaient accès à de l'eau potable, de la nourriture et des traitements médicaux. La plupart de ceux qui étaient étrangers étaient expulsés dans les 24 heures suivant leur arrestation. Ce centre était normalement utilisé pour les migrants en situation irrégulière, mais le gouvernement s'en est aussi servi comme centre de détention temporaire de civils arrêtés pendant des manifestations politiques ou menant des activités politiques.

Les statistiques officielles n'ont pas fait état de décès de prisonniers ou de détenus pendant l'année.

Administration : Les responsables ont mené des enquêtes sur des rapports faisant état de conditions inhumaines qu'ils jugeaient crédibles. La Commission nationale des droits de l'homme, patronnée par l'État, a effectué une visite annuelle des prisons, mais elle n'a pas publié de rapport.

Surveillance indépendance : Le gouvernement autorisait habituellement les ambassades étrangères à visiter les prisons lorsque des étrangers étaient détenus. Il a permis aux représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de visiter le centre de détention de Nagad et la prison de Gabode tous les trimestres pour évaluer les conditions carcérales générales. Il a également permis à des officiels d'ambassades de visiter la prison de Gabode.

Selon une organisation indépendante, les réfugiés très en vue - d'anciens prisonniers de guerre - recevaient un traitement adéquat au centre de détention de Nagad, y compris des services de santé mentale.

Améliorations : Un docteur et quatre infirmiers étaient disponibles en permanence dans la prison. Le personnel médical fournissait des médicaments spécialisés aux détenus ayant des maladies spécifiques comme la tuberculose et le diabète. Une organisation internationale fournissait régulièrement aux prisonnières des trousseaux d'hygiène spécialisés. Des agents de l'État ont organisé une collecte de fonds pour donner des trousseaux sanitaires et des articles de papeterie aux prisonnières et aux enfants. Les prisonnières avaient accès à des programmes de formation professionnelle et à des activités génératrices de revenus.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La loi interdit les arrestations et les détentions arbitraires, mais le gouvernement n'a pas respecté ces interdictions.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

Les forces de sécurité comprennent la police nationale qui relève du ministère de l'Intérieur, l'armée et la gendarmerie nationale relevant du ministère de la Défense et les gardes-côtes relevant du ministère des Transports. La Garde républicaine, une unité d'élite, est affectée à la protection du président et relève directement de celui-ci. Un Service de sécurité nationale séparé relève aussi directement de la présidence. La police nationale est responsable de la sécurité à Djibouti-ville et détient la responsabilité principale des procédures d'immigration et de douane à tous les postes frontières terrestres. La gendarmerie nationale est responsable de la sécurité en dehors de Djibouti-ville, mais est également responsable de la protection de l'infrastructure critique de la capitale, par exemple à l'aéroport international. L'armée est responsable de la défense des frontières du pays. Les gardes-côtes font respecter les lois maritimes, portant notamment sur la lutte contre les pirates, les contrebandiers, les trafiquants et les migrants en situation irrégulière.

Les forces de sécurité étaient en général efficaces, mais la corruption était un problème dans tous les services, particulièrement dans les grades inférieurs où les soldes étaient basses. Chaque force de sécurité comporte une unité chargée d'enquêter sur les allégations d'inconduite, et le ministère de la Justice est responsable des poursuites judiciaires. Pendant l'année, le gouvernement a reçu une plainte officielle pour cause d'inconduite d'agents de la force publique. Le procureur de la République a engagé des poursuites contre deux agents de la force publique accusés d'avoir maltraité un détenu pendant une arrestation. L'affaire se poursuivait à la fin de l'année. Les autorités n'ont pris aucune mesure pour enquêter sur des plaintes déposées pour cause d'inconduite pendant les années précédentes. L'impunité était un problème grave.

La police nationale a un bureau des droits de l'homme et a intégré des cours sur les droits de l'homme dans le programme de formation de l'Académie de police.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

La loi exige des mandats d'arrêt et limite la garde à vue à 48 heures au plus sans mise en examen officielle par un juge d'instruction, mais en général, le gouvernement n'a pas respecté la loi, particulièrement dans les régions rurales. Les détenus peuvent être placés en garde à vue pendant

48 heures de plus avec l'accord préalable du procureur de la République. La loi requiert que les détenus soient rapidement informés des charges retenues contre eux, bien que des retards aient été constatés. La loi exige que toutes les personnes, y compris celles accusées de délits politiques ou contre la sécurité nationale, soient jugées dans les huit mois à compter de leur mise en accusation, mais les autorités n'ont pas respecté ce droit. La loi contient des dispositions permettant la mise en liberté sous caution, mais les autorités y ont rarement eu recours. Les détenus ont le droit d'avoir accès à un avocat de leur choix dans les meilleurs délais, ce qui s'est généralement produit, bien qu'il y ait eu des exceptions. Dans les affaires pénales, l'État fournit des avocats aux détenus qui n'ont pas les moyens d'être représentés par un avocat. Dans les cas de détention illégale, les détenus pouvaient obtenir une ordonnance de libération délivrée par un tribunal, mais pas de dédommagement.

Arrestations arbitraires : Pendant l'année, des agents de l'État ont arrêté arbitrairement des journalistes, des membres de l'opposition, des universitaires et des manifestants, souvent sans mandat.

Par exemple, en février, des agents du SDS ont arrêté Abdou Mohamed Bolock qui s'était plaint sur Facebook que la région d'Obock ait perdu des sièges aux dernières élections législatives sous la direction du Premier ministre. Il a été détenu et libéré sans avoir été inculpé.

En octobre, après une dispute entre automobilistes, un entrepreneur étranger a été battu et détenu illégalement sans pouvoir contacter l'ambassade de son pays. Il a été libéré après deux jours de détention et expulsé du pays.

Détention provisoire : La détention provisoire de longue durée était un problème. Les prisonniers ont souvent attendu le début de leur procès pendant deux ou trois ans, ou même davantage. L'inefficacité du système judiciaire et le manque d'expérience du personnel juridique ont contribué au problème.

Possibilité pour un détenu de contester la légalité de sa détention devant un tribunal : Les détenus ont la possibilité de contester la légalité de leur détention après leur libération. Du fait de la méfiance vis-à-vis de la procédure judiciaire et de la peur de représailles, la majorité d'entre eux n'intentaient pas de recours.

e. Déni de procès public et équitable

La constitution et la loi prévoient l'existence d'un pouvoir judiciaire indépendant, mais le pouvoir judiciaire manquait d'indépendance et était inefficace. Des cas de corruption de membres du système judiciaire ont été signalés. Les autorités n'ont souvent pas respecté les dispositions constitutionnelles relatives à un procès équitable.

Procédures applicables au déroulement des procès

Le système juridique repose sur les lois, les décrets émanant du pouvoir exécutif, le droit français codifié adopté à l'indépendance, la loi islamique (la charia) et les traditions nomades.

La loi stipule que l'accusé est innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été prouvée, mais les procès ne se sont pas déroulés conformément à la présomption d'innocence. En général, les procès étaient publics. Ils se déroulent devant un juge qui préside et deux juges assesseurs. Trois assesseurs non professionnels, qui n'appartiennent pas à la magistrature mais sont considérés comme ayant des connaissances suffisantes pour comprendre la procédure judiciaire, aident le juge président. L'État choisit ces assesseurs non professionnels parmi les membres du public. Dans les affaires pénales, la cour se compose du juge président de la Cour d'appel, de deux assesseurs non professionnels et de quatre jurés choisis sur les listes électorales. La loi stipule que les détenus doivent être informés dans les meilleurs délais et en détail des charges retenues contre eux. Bien que la loi oblige l'État à fournir aux détenus des services gratuits d'interprétation en cas de besoin, de tels services n'ont pas toujours été offerts. Les détenus ont le droit d'avoir rapidement accès à un avocat de leur choix. Les accusés ont le droit d'être présents, de consulter un avocat en temps opportun, de confronter les témoins et de présenter des témoins et des éléments de preuve à leur décharge. En général, ils disposent des délais et des moyens adéquats pour préparer leur défense. Les autorités ont généralement respecté ces droits. Dans les affaires pénales et civiles, les indigents ont le droit de se faire assister par un avocat, mais cela n'a pas toujours été le cas. Les accusés ont le droit de ne pas être obligés de témoigner ou d'avouer leur culpabilité. Ils ont le droit d'interjeter appel, mais la procédure d'appel était longue. La loi accorde ces droits à tous les citoyens.

Le droit coutumier a souvent été appliqué dans les cas de règlement de conflits et de dédommagement de victimes. Celui-ci prévoit le versement d'une indemnité à la famille de la victime pour des crimes tels que le meurtre et le viol. La plupart des parties préféraient les décisions des tribunaux traditionnels sur les questions délicates telles que le viol, où un consensus pour préserver la paix entre les parties concernées était considéré plus important que les droits de la victime. Les familles ont souvent exercé des pressions sur les victimes afin qu'elles acceptent les décisions du tribunal traditionnel.

Prisonniers et détenus politiques

Il y a eu des arrestations arbitraires de partisans de l'opposition.

Procédures et recours judiciaires au civil

En cas de violation des droits de l'homme, les citoyens pouvaient s'adresser par écrit à la Commission nationale des droits de l'homme. Par ailleurs, sur des questions variées, les citoyens pouvaient également solliciter une assistance du Bureau du médiateur, qui a souvent aidé à régler des différends administratifs entre divers services de l'État. De plus, les citoyens pouvaient faire appel des décisions auprès de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Le gouvernement n'a pas toujours respecté les décisions et les recommandations de ces instances concernant les droits de l'homme.

f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

Bien que la constitution et la loi interdisent de telles ingérences, le gouvernement n'a pas respecté ces interdictions. La loi exige que les autorités obtiennent un mandat de perquisition pour fouiller une propriété privée, mais elles ne l'ont pas toujours fait. Les détracteurs du gouvernement ont affirmé que celui-ci surveillait leurs communications et leurs domiciles.

Le gouvernement a surveillé les communications numériques censées demeurer privées et a puni leurs auteurs (voir la section 2.a., Liberté d'accès à internet).

Bien que l'appartenance à un parti politique ne soit pas obligatoire pour travailler pour le gouvernement, des fonctionnaires qui ont critiqué le gouvernement en public ont subi des représailles au travail, y compris des suspensions, des révocations et le non-paiement de salaires.

Section 2. Respect des libertés civiles, notamment :

a. Liberté d'expression, notamment pour la presse

La constitution et la loi prévoient la liberté d'expression, notamment pour la presse, à condition que l'exercice de ces libertés respecte les lois et « l'honneur d'autrui ». Le gouvernement n'a pas respecté ces droits. La loi prévoit des peines de prison pour les délits des médias.

Liberté d'expression : Les personnes qui critiquaient le gouvernement en public ou en privé pouvaient subir des représailles. Dans les mosquées, des agents de sécurité en civil contrôlaient le contenu des sermons pendant la prière du vendredi.

Lors d'affaires séparées, en mai, des agents du SDS ont arrêté Chehem Abdoukader Chehem (dit Renard) et Mahmoud Ali pour avoir publié sur Facebook leurs pièces de théâtre critiquant le gouvernement. En juin, les autorités ont classé ces affaires après, semble-t-il, avoir confisqué leurs passeports. Le 1^{er} septembre, Ali a de nouveau été arrêté pour avoir publié un post sur Facebook qui critiquait la décision du gouvernement d'instaurer le port de l'uniforme scolaire dans les écoles publiques. Il a été libéré ensuite sans mise en accusation.

Liberté de la presse et des médias : Il n'existait pas de journaux privés ou indépendants dans le pays. Les imprimeries utilisées pour les médias appartenaient à l'État, ce qui créait des obstacles pour ceux qui désiraient publier des critiques concernant le gouvernement. Le journal principal, *La Nation*, avait le monopole de l'actualité nationale.

Des groupes politiques de l'opposition et des militants de la société civile ont fait circuler des lettres d'information et d'autres documents qui critiquaient le gouvernement par courriel et par l'intermédiaire des réseaux sociaux.

Le 10 mars, des agents du SDS ont arrêté l'officier des communications de l'Armée nationale djiboutienne, le commandant Rachid Hachi Youssouf, et l'ont détenu pendant plusieurs jours pour avoir publié en ligne un premier extrait de sa nouvelle intitulée *Les Al Capone du lait*. Ce

titre fait apparemment référence au contrôle exclusif du marché du lait du pays détenu par Aïnaché Ismaïl Omar Guelleh (le fils du président). Rachid Hachi a été libéré le 14 mars. Le président l'a radié de l'armée pour cause d'indignité. Il s'est réfugié à l'étranger où il demeurerait toujours à la fin de l'année.

Le gouvernement était propriétaire des seules stations de radio et chaînes de télévision, toutes gérées par la RTD (Radiodiffusion Télévision de Djibouti). Les médias officiels n'ont généralement pas critiqué les dirigeants ou la politique du gouvernement, et l'accès de l'opposition aux plages radiotélévisées restait restreint. Des médias étrangers diffusaient dans tout le pays, et des actualités et autres émissions câblées étaient diffusées par satellite.

En 1992, le ministère de la Communication avait autorisé la création de la Commission nationale de la communication pour attribuer des licences aux organisations non gouvernementales (ONG) désirant être opératrices d'entreprises de communication. En 2017, la Commission s'est vu attribuer des locaux et a engagé du personnel. Elle n'a pas octroyé de licences, mais a dit ne pas avoir reçu de demande en ce sens. La Commission est intervenue pendant la campagne pour les élections législatives de février pour veiller à la couverture équilibrée des activités des partis de la majorité et de l'opposition par les médias locaux appartenant à l'État (télévision, presse et radio). Les partis d'opposition qui ont pris part à la campagne ont qualifié la couverture médiatique d'équitable.

Violence et harcèlement : Le gouvernement a harcelé des journalistes.

Censure ou restrictions sur le contenu : Les lois sur les médias ainsi que le harcèlement et la détention de journalistes par les autorités ont entraîné une autocensure généralisée. Certains membres de l'opposition publiaient des articles sous un pseudonyme.

La publication d'un nouveau journal exige l'obtention d'une autorisation de la Commission nationale de la communication, qui doit être approuvée par le Service de sécurité nationale. Selon des rapports, ce service mène des enquêtes sur les sources de financement et les affiliations politiques du personnel du journal.

Lois sur la diffamation et la calomnie : Le gouvernement a eu recours à des lois contre la calomnie pour limiter le débat public.

Liberté d'accès à internet

Les pouvoirs publics ont imposé peu de restrictions à l'accès à internet, mais ils ont surveillé les réseaux sociaux pour s'assurer qu'il n'y avait pas de manifestations prévues, ni d'opinions trop critiques à l'encontre du gouvernement.

Djibouti Télécom, le fournisseur étatique d'accès internet, a bloqué l'accès aux sites internet de l'Association pour le respect des droits de l'homme à Djibouti et de La Voix de Djibouti qui ont souvent critiqué le gouvernement. Selon l'Union internationale des télécommunications, en 2017, 56 % de la population utilisait internet.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Le gouvernement a imposé des restrictions à des activités universitaires et culturelles. Par exemple, il a limité les recherches dans le nord du pays pour des raisons de sécurité.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

Le gouvernement a limité la liberté de réunion et d'association pacifiques.

Liberté de réunion pacifique

Bien que la constitution garantisse la liberté de réunion, le gouvernement a restreint l'exercice de ce droit. Le ministère de l'Intérieur exige l'obtention d'un permis pour organiser un rassemblement pacifique. Il a autorisé des groupes d'opposition à tenir des événements et des rassemblements. Les responsables de la sécurité ont parfois restreint l'exercice de ce droit.

Liberté d'association

La constitution et la loi autorisent la liberté d'association à condition que les groupes communautaires s'enregistrent et obtiennent un permis auprès du ministère de l'Intérieur. Néanmoins, ce ministère n'a pas donné suite aux demandes de certains groupes (voir la section 5). Le gouvernement a harcelé et intimidé des partis d'opposition, des associations de défense des droits de l'homme et des syndicats.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport sur la liberté de religion dans le monde* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/religiousfreedomreport/.

d. Liberté de circulation

La loi garantit en général la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement, et les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits.

Le gouvernement a coopéré avec le Bureau du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour fournir davantage de protection et d'assistance aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux réfugiés, aux réfugiés de retour au pays, aux demandeurs d'asile, aux apatrides et à d'autres personnes en situation préoccupante.

En mars, le président a signé un décret d'application de la loi de 2017 accordant le droit aux réfugiés aux services de santé, à l'éducation et à l'emploi.

Le gouvernement aurait refusé de renouveler le passeport d'Abdourahman Mohamed Guelleh, le président du parti d'opposition non autorisé, le Rassemblement pour l'action, la démocratie et le développement écologique (RADDE).

Maltraitance des migrants, des réfugiés et des apatrides : Une présence policière renforcée a été maintenue dans le camp de réfugiés d'Ali Addeh après l'attaque du restaurant La Chaumière en 2014. Par ailleurs, les gendarmes sont restés présents dans le camp de réfugiés de Markazi. La promulgation de la loi sur le statut des réfugiés a accru les protections juridiques dont bénéficiaient les réfugiés.

Toutefois, des réfugiés ont signalé des exactions et des agressions à l'Office national d'assistance aux réfugiés et sinistrés (ONARS) et au HCR. Avec l'appui de l'Union nationale des femmes djiboutiennes (UNFD), des tribunaux mobiles se sont rendus dans le plus grand camp, celui d'Ali Addeh, pour traiter les dossiers en attente. En 2017, l'UNFD a également placé un employé à plein temps dans tous les camps de réfugiés pour fournir un appui aux victimes de violences familiales. Des médias internationaux ont signalé des cas de violence familiale dans les camps de réfugiés, mais on ne sait pas où en étaient les enquêtes à leur sujet. L'impunité demeurait un problème.

Les autorités ont détenu et expulsé un grand nombre de migrants en situation irrégulière, surtout originaires d'Éthiopie. Le gouvernement a parfois donné à certains d'entre eux la possibilité de demander l'asile, et la Commission nationale d'éligibilité au statut de réfugié (CNE) était ensuite chargée de définir leur statut. Bien qu'il soit stipulé que cette commission se réunit régulièrement, elle ne s'est réunie que deux fois pendant l'année et a examiné en moyenne 10 dossiers chaque fois. Plus de 10 157 demandeurs d'asile attendaient une décision sur leur statut.

Déplacements à l'intérieur du pays : En raison du différend frontalier qui se poursuivait avec l'Érythrée, certaines zones du nord sont restées sous contrôle militaire.

Voyages à l'étranger : Des citoyens et de membres de l'opposition ont signalé que des responsables de l'immigration ont refusé de renouveler leurs passeports et les ont empêchés de prendre des vols internationaux.

Protection des réfugiés

Refoulement : Le gouvernement n'a pas systématiquement accordé le statut de réfugié ou l'asile à des groupes autres que les Somaliens du sud et – à partir de mars 2015 – les Yéménites. Des retards dans la détermination du statut des demandeurs d'asile ont fait courir aux personnes dont la demande était en attente le risque de se faire expulser vers des pays où elles pourraient faire l'objet de menaces.

Droit d'asile : La loi prévoit l'octroi de l'asile ou du statut de réfugié. Les demandeurs d'asile venant du sud de la Somalie et du Yémen sont considérés a priori comme pouvant bénéficier de l'asile ou du statut de réfugié. La CNE, qui relève du ministère de l'Intérieur et se compose de représentants de l'ONARS et de plusieurs ministères, doit examiner toutes les autres demandes d'asile ; le HCR participe à ses travaux à titre d'observateur.

Selon le HCR, ce pays accueillait 27 697 réfugiés et demandeurs d'asile, venus principalement du sud et du centre de la Somalie, de l'Éthiopie, du Yémen et de l'Érythrée. Dans deux camps de réfugiés de la région méridionale d'Ali Sabieh, il y avait plus de 20 702 réfugiés et demandeurs

d'asile. De plus, environ 4 863 ressortissants de l'Éthiopie, du Yémen, de la Somalie et d'autres pays vivaient dans les zones urbaines, surtout à Djibouti-ville. Du fait de l'instabilité en Éthiopie à la fin 2017, les autorités ont permis à plus de 7 000 Éthiopiens, en particulier ceux venant de l'Oromia, de s'inscrire comme demandeurs d'asile.

En association avec le HCR, l'ONARS a enregistré 1 000 réfugiés somaliens des camps d'Ali Addeh et de Holl-Holl pour leur rapatriement volontaire. Le 26 juin, le 2 juillet et le 3 juillet, trois vols ont eu lieu pour ramener sans encombre à Mogadiscio le premier groupe de 68 Somaliens.

Le pays a également continué d'accueillir des réfugiés fuyant la violence au Yémen. L'ONARS et le HCR ont enregistré environ 4 398 réfugiés venus du Yémen, dont au moins 2 132 étaient hébergés dans un camp de réfugiés de la région septentrionale d'Obock.

Emploi : Le manque de ressources et d'opportunités d'emploi a limité l'intégration locale des réfugiés. En vertu de la loi, les réfugiés qui avaient les papiers requis étaient autorisés à travailler sans permis de travail à la différence des années précédentes, et nombre d'entre eux (surtout des femmes) avaient des emplois tels que le ménage à domicile, la garde d'enfants ou le bâtiment. La loi offre peu de recours contre de mauvaises conditions de travail ou pour obtenir une rémunération équitable du travail.

Accès aux services de base : Le camp d'Ali Addeh était surpeuplé et les services de base tels que l'eau potable y étaient insuffisants. Le camp de Holl-Holl n'était pas surpeuplé et l'accès à l'eau potable y était meilleur que dans celui d'Ali Addeh. Le gouvernement a délivré des actes de naissance pour les enfants nés dans les camps de réfugiés d'Ali Addeh et de Holl-Holl. À la fin avril, le ministère de la Santé a collaboré avec l'OIM pour intégrer les migrants dans le système de santé national et mettre fin à une épidémie de diarrhée aiguë parmi les migrants traversant le nord du pays.

Le camp de Markazi fournissait aux réfugiés yéménites des services de base comme de l'eau, de la nourriture, des abris et des services médicaux. Les autorités ont délivré des actes de naissance pour les enfants nés dans ce camp. L'ONARS et le HCR ont également commencé à délivrer des cartes d'identité aux réfugiés yéménites.

Pour la première fois, pendant l'année scolaire 2017-2018, le gouvernement avait offert un programme scolaire en anglais reconnu par le ministère de l'Éducation pour les enfants réfugiés en première année d'école primaire. Jusqu'ici le HCR offrait aux réfugiés des camps d'Ali Addeh et de Holl-Holl une instruction basée sur un programme scolaire d'origine kényane où les cours étaient en anglais et en français qui n'était reconnu ni par les autorités kényanes ni par celles de Djibouti. En septembre 2017, le ministre de l'Éducation a assisté à une cérémonie de rentrée scolaire. Il s'agissait de la première visite effectuée par un responsable du ministère de l'Éducation et elle a marqué le début de l'intégration des réfugiés dans le système éducatif du pays.

Pour l'année scolaire 2018-2019, le gouvernement a étendu le programme scolaire en anglais pour couvrir les classes de première année, de deuxième année et de sixième année.

Au camp de Markazi, les réfugiés avaient accès à une instruction basée sur un programme scolaire yéménite et saoudien qui se faisait en arabe.

Solutions durables : En collaboration avec l'OIM, le gouvernement a soutenu la formation professionnelle des jeunes réfugiés. Ces programmes de formation ont permis à un petit nombre de réfugiés de trouver du travail sur place.

Protection temporaire : Le gouvernement a protégé temporairement un nombre limité de personnes qui ne répondaient peut-être pas aux critères de définition des réfugiés. Les autorités ont souvent emprisonné des migrants économiques qui tentaient de passer par Djibouti pour gagner le Yémen et les ont refoulés vers leur pays d'origine. Le gouvernement a travaillé avec l'OIM pour fournir des services médicaux adéquats à ces migrants en attendant leur expulsion. Le ministère de la Santé a affecté deux docteurs (un dans le nord et un dans le sud du pays) au soutien des migrants et des citoyens. Les gardes-côtes ont continué d'administrer un centre de transit des migrants à Khor Angar qui fonctionnait comme un centre de première intervention pour les migrants bloqués en mer.

Section 3. Liberté de participer au processus politique

La constitution et la loi donnent aux citoyens la possibilité de choisir leur gouvernement au cours d'élections périodiques libres et équitables, tenues à bulletin secret et fondées sur le suffrage universel et égal. Toutefois, le gouvernement en a privé de nombreux citoyens en réprimant l'opposition et en n'autorisant pas plusieurs groupes d'opposition à constituer des partis politiques légalement reconnus. Les structures officielles d'un gouvernement représentatif et des processus électoraux n'avaient pas beaucoup de rapport avec le pouvoir tel qu'il était réparti et exercé dans la réalité.

Élections et participation au processus politique

Élections récentes : En 2016, le Conseil constitutionnel a proclamé les résultats officiels et définitifs de l'élection présidentielle de la même année et confirmé la réélection du président Ismaïl Omar Guelleh pour un quatrième mandat au premier tour. Il a certifié que celui-ci avait été réélu président avec 111 389 des 127 933 suffrages exprimés, soit 87,7 % des voix. Deux candidats de l'opposition et trois candidats indépendants se sont partagé le reste des voix. Un mouvement d'opposition avait boycotté l'élection, estimant le processus frauduleux. Après l'élection, des membres de l'opposition ont fait état d'irrégularités, affirmant par exemple que les autorités avaient expulsé abusivement des délégués de l'opposition des bureaux de vote, ce qui les avait empêché d'observer le dépouillement des bulletins. La plupart des dirigeants de l'opposition ont déclaré les résultats de l'élection illégitimes.

Les observateurs internationaux de l'Union africaine, l'IGAD et la Ligue arabe ont qualifié l'élection présidentielle de 2016 de « pacifique », « calme » et « suffisamment libre et transparente », mais ont pris note d'irrégularités. Par exemple, les observateurs internationaux ont déclaré que la coalition de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) a continué de fournir du matériel de campagne après la clôture officielle de celle-ci, y compris le jour de

l'élection. Certains membres du personnel des bureaux de vote arboraient des chemises et des objets exprimant leur soutien pour l'UMP. C'est le pouvoir exécutif qui avait désigné les membres de la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Pendant l'année, le Conseil constitutionnel a proclamé les résultats officiels et définitifs des élections législatives et confirmé le contrôle de 90 % des sièges de l'Assemblée nationale par la coalition au pouvoir. Deux partis d'opposition se partageaient les 10 % restants. Les chefs des partis d'opposition non reconnus ont déclaré que ces résultats étaient illégitimes étant donné l'absence d'une commission électorale effectivement indépendante et régulière, et ils ont exprimé leur mécontentement sur Facebook et par des grèves de la faim.

Des observateurs internationaux de l'UA, l'IGAD, la Ligue arabe et l'Organisation de la coopération islamique ont qualifié les élections législatives de « libres, justes et équitables ». Toutefois, la mission de l'UA a pris note de plusieurs constatations inquiétantes, y compris l'enregistrement plus faible des électeurs à cause des lois restrictives, la mise en œuvre inadéquate des procédures d'identification biométrique pendant le scrutin, l'intimidation des électeurs, la sécurité inadéquate des bulletins de vote soumis, la fermeture des bureaux de vote avant l'heure légale de clôture et le manque d'observateurs de l'opposition pendant le dépouillement du scrutin.

Il y a eu des progrès limités dans la mise en œuvre de la loi de 2016 établissant les conditions applicables aux activités et au financement des partis d'opposition. L'UA a souligné que la partie de cette loi portant sur le financement n'avait pas été mise en œuvre pour les élections législatives.

Partis politiques et participation au processus politique : Les forces de sécurité de l'État ont battu, harcelé et exclu certains dirigeants de l'opposition. Les autorités ont également limité les activités de partis d'opposition.

Comme les années précédentes, le ministère de l'Intérieur a refusé de reconnaître trois partis politiques d'opposition, bien que ceux-ci aient poursuivi leurs activités : le Mouvement pour le développement et la liberté (MoDeL), le Mouvement pour le renouveau démocratique et le développement et le Rassemblement pour l'action, la démocratie et le développement écologique (RADDE). Des membres de ces partis politiques ont régulièrement été arrêtés et détenus pour leurs activités politiques illégales.

En août, le ministre de l'Intérieur a refusé de renouveler l'autorisation de l'Alliance républicaine pour le développement (ARD) de poursuivre légalement ses activités dans le pays. Après une réorganisation à l'intérieur du parti, le gouvernement a refusé d'en reconnaître les nouvelles instances dirigeantes. Du 8 au 18 août, le président de l'ARD Abdoukader Abdallah a fait la grève de la faim.

Le 23 mars, les autorités ont arrêté un garde de sécurité dans une annexe du RADDE. Elles l'ont détenu pendant une journée et l'ont libéré en lui ordonnant d'évacuer les locaux. Abdisalam Ismail, un militant membre de la jeunesse du RADDE, a été arrêté le 21 octobre et demeurait en détention.

Les 18 et 19 octobre, la police a arrêté cinq responsables du MoDeL parce que ce mouvement aurait ouvert une école pour former ses militants.

Participation des femmes et des minorités : Il n'existe pas de lois limitant la participation des femmes et des membres des minorités au processus politique. Des femmes ont bien participé, mais elles ne représentaient pas le quota exigé par une loi de 2017 de 25 % de positions réservées aux femmes sur les listes électorales et parmi le personnel électoral. Selon les observateurs internationaux, les femmes représentaient seulement 11 % du personnel électoral et seulement 8 % des candidats.

En 2017, la première femme maire du pays a été élue lors des élections communales. Aux élections législatives de février, le nombre des femmes élues à l'Assemblée nationale est passé de huit à 18.

Les femmes occupaient 18 des 65 sièges à l'Assemblée nationale, et il y avait trois femmes parmi les 23 membres du gouvernement. La Cour d'appel et le Tribunal de première instance étaient chacun présidés par une femme. Les femmes avaient un rôle de second plan dans la vie publique du fait des coutumes et de la discrimination sociétale traditionnelle.

Pour les élections législatives de février, la CENI ne comptait pas de femmes parmi ses membres de haut rang.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales en cas de corruption dans la fonction publique, mais le gouvernement ne l'a pas appliquée efficacement, et des agents publics se sont livrés à des actes de corruption en toute impunité. Selon les plus récents Indicateurs de gouvernance dans le monde de la Banque mondiale, la corruption au sein du gouvernement était un problème grave.

Corruption : Aucun haut fonctionnaire connu n'a été sanctionné pour corruption. Le gouvernement a mis fin à une initiative lancée en 2012 de pratiquer le roulement de comptes entre les différents services gouvernementaux pour prévenir la corruption. La loi exige que la Cour des comptes et l'Inspection générale d'État présentent des rapports annuels, mais toutes deux manquaient de ressources et il y a rarement eu des rapports.

Pendant l'année, la Cour des comptes et de discipline budgétaire a publié en ligne les rapports annuels sur la corruption. Elle a également invité les journalistes locaux pour une conférence de presse afin de leur remettre les rapports. Toutefois, c'est le tribunal pénal qui est habilité à mener les poursuites judiciaires pour corruption.

Déclaration de situation financière : La loi oblige les agents publics à soumettre des déclarations de patrimoine, mais ils ne la respectaient habituellement pas.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des atteintes présumées aux droits de l'homme

Le gouvernement a généralement autorisé quelques associations locales de défense des droits de l'homme qui s'occupaient de questions que les autorités ne jugeaient pas délicates sur le plan politique à fonctionner sans restriction, à procéder à des enquêtes restreintes et parfois à publier leurs conclusions sur des affaires relatives aux droits humains. Des agents de l'État se sont parfois montrés réceptifs à leurs opinions. Des associations de défense des droits de l'homme approuvées par le gouvernement ont coopéré régulièrement avec des associations locales qui offraient au public des activités de formation et d'éducation au sujet de questions de droits humains comme les droits des femmes. Un grand nombre de ces associations avaient des dirigeants qui étaient également d'importants responsables gouvernementaux. Néanmoins, les associations locales de défense des droits de l'homme qui couvraient des affaires délicates sur le plan politique n'ont pas pu agir librement et ont souvent été la cible de harcèlement et d'intimidation de la part du gouvernement.

À la suite du décès du militant des droits de l'homme Jean-Paul Noël Abdi en 2012, un groupe de fonctionnaires de différents ministères a créé l'Observatoire djiboutien pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme (ODDH). Bien que l'ODDH ait demandé le statut d'association en 2012, 2013, 2014 et 2015, le ministère de l'Intérieur ne l'avait pas reconnu officiellement à la fin de l'année.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : La Commission nationale des droits de l'homme établie par le gouvernement comprenait des experts techniques et des représentants de la société civile, des syndicats, des groupes religieux, du secteur judiciaire, du bureau du médiateur et de l'Assemblée nationale. De par la loi, cette commission est une institution permanente dotée de personnel et de bureaux régionaux. Elle a produit son dernier rapport annuel en 2016 et a parfois émis des avis sur des affaires relevant de sa compétence.

Le médiateur de la République a des responsabilités qui comprennent la médiation entre les pouvoirs publics et les citoyens sur des questions comme les titres fonciers, la délivrance des cartes nationales d'identité et les réclamations de salaires impayés. Il y avait peu de comptes rendus écrits des activités du médiateur et on ne sait pas exactement les mesures qu'il a prises pendant l'année pour promouvoir les droits de l'homme.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

Condition féminine

Viol et violences familiales : La loi prévoit des peines allant jusqu'à 20 ans de prison en cas de viol, mais ne mentionne pas le viol conjugal. Le gouvernement n'a pas fait appliquer la loi de manière efficace.

La violence familiale envers les femmes était fréquente. La loi n'interdit pas expressément la violence familiale, mais elle interdit « les tortures et les actes de barbarie » entre époux et prévoit des peines allant jusqu'à 20 ans de prison pour les auteurs. La police est rarement intervenue

dans les cas de violence familiale. La Cellule d'Écoute lutte contre les violences familiales dans le cadre d'un partenariat tripartite avec le ministère de la Justice, les services d'application des lois et le Conseil national de la charia. Elle confie les dossiers au ministère de la Justice lorsqu'il s'agit d'agressions violentes ou au Conseil national de la charia pour les procédures de divorce.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : La loi interdit les MGF/E, mais c'était un problème. Selon une enquête menée en 2012 par le ministère de la Santé, 78 % des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans avaient subi des MGF/E. Selon l'UNFD, l'infibulation, la forme la plus extrême de MGF/E, avec un taux de 67,2 %, était toujours pratiquée, quoique moins souvent. Selon des agents de l'État, les nouveaux cas de MGF/E étaient rares dans les régions urbaines du pays, mais ils ont également indiqué qu'une petite partie de la population se rendait dans les pays voisins pour faire réaliser une MGF/E. La loi fixe les peines pour les MGF/E à cinq ans de prison et une amende d'un million de francs Djibouti (5 650 dollars des États-Unis) et les ONG peuvent porter plainte au nom des victimes. La loi prévoit également jusqu'à un an de prison et une amende pouvant atteindre 100 000 francs Djibouti (565 dollars des États-Unis) pour toute personne reconnue coupable d'avoir négligé de signaler aux autorités compétentes une MGF/E réalisée ou prévue ; toutefois, les pouvoirs publics n'avaient puni personne au titre de cette disposition à la fin de l'année. Des agents de l'État ont reconnu que leurs initiatives de sensibilisation pour mettre fin aux MGF/E étaient moins efficaces dans les régions reculées du pays.

Le gouvernement a poursuivi ses efforts pour mettre fin aux MGF/E en menant une grande campagne d'information nationale, avec l'appui public de l'épouse du président et d'autres personnalités féminines, et en s'adressant aux chefs religieux musulmans. Pendant l'année, il a commencé à élaborer des stratégies de sensibilisation des migrants, des personnes en situation de handicap et des jeunes.

Pour de plus amples renseignements, voir l'Annexe C.

Harcèlement sexuel : La loi n'interdit pas le harcèlement sexuel, et des informations anecdotiques permettent de penser qu'il était courant.

Pressions en matière de contrôle démographique : Il n'a pas été fait état d'avortements ou de stérilisations forcés. Des estimations des taux de mortalité maternelle et d'utilisation des contraceptifs sont disponibles à l'Annexe C.

Discrimination : La constitution prévoit le traitement égal des citoyens sans distinction de sexe, mais les coutumes et la discrimination sociétale traditionnelle reléguent les femmes à des rôles secondaires dans la vie publique et leur offrent moins de possibilités d'emploi dans le secteur formel. Conformément à la charia, les hommes héritent plus que les femmes. Le gouvernement a encouragé le leadership des femmes dans le secteur des petites entreprises, y compris par un accès élargi au microcrédit.

Un décret présidentiel exige que les femmes occupent au moins 20 % de tous les postes de cadres supérieurs de la fonction publique, mais le gouvernement ne l'a jamais mis en application.

Enfants

Enregistrement des naissances : La nationalité d'un enfant provient de celle de ses parents. Le gouvernement a encouragé l'enregistrement des naissances dans les meilleurs délais, mais la confusion au sujet de la procédure a parfois privé les enfants des documents corrects. Ceux qui n'avaient pas d'acte de naissance pouvaient quand même avoir accès aux services publics, mais les jeunes ne pouvaient pas terminer leurs études supérieures et les adultes ne pouvaient pas voter sans ce document. Pour de plus amples renseignements, voir l'Annexe C.

Éducation : L'éducation primaire est obligatoire, mais seulement environ trois enfants sur quatre étaient inscrits à l'école. La scolarité de l'école primaire et intermédiaire était gratuite, mais d'autres frais pouvaient se révéler prohibitifs pour les familles pauvres.

Maltraitance d'enfants : La maltraitance des enfants existait, mais elle n'a pas souvent été signalée ou fait l'objet de poursuites judiciaires, et le gouvernement n'a mené qu'une action limitée pour la combattre.

Mariage précoce et mariage forcé : Bien que la loi fixe à 18 ans l'âge minimum légal du mariage, elle précise que « le mariage des mineurs qui n'ont pas atteint l'âge de la majorité légale est subordonné au consentement de leurs tuteurs ». Il y a parfois eu des mariages d'enfants dans les régions rurales. Le ministère de la Promotion de la femme et du Planning familial a collaboré avec des associations de femmes dans l'ensemble du pays pour protéger les droits des filles, notamment celui de décider quand se marier et avec qui. Pour de plus amples renseignements, voir l'Annexe C.

Exploitation sexuelle des enfants : La loi prévoit une peine de trois ans de prison et une amende d'un million de francs Djibouti (5 650 dollars des États-Unis) pour l'exploitation commerciale des enfants. Elle n'interdit pas expressément l'atteinte sexuelle sur mineurs ni ne précise l'âge minimum légal du consentement. L'âge minimum légal du mariage est de 18 ans. La vente, la fabrication ou la distribution de tout matériel pornographique, y compris pédopornographique, est interdite et les contrevenants sont passibles d'un an de prison et d'une amende pouvant atteindre 200 000 francs Djibouti (1 130 dollars des États-Unis).

Le gouvernement a mis en application une loi sur la lutte contre la traite des personnes en 2016 qui interdit cette pratique et donne des définitions faisant la distinction entre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants. La loi précise que la mention des « moyens » utilisés par les trafiquants et qu'il faut généralement citer dans les poursuites judiciaires concernant les affaires de traite des êtres humains n'est pas nécessaire lorsque la victime est un enfant.

Malgré les efforts de l'État pour empêcher les enfants à risque de traîner dans les rues et pour avertir les commerçants de ne pas permettre aux enfants d'entrer dans les bars et les boîtes de nuit, des enfants étaient vulnérables à la prostitution sur la voie publique et dans les maisons de passe.

Enfants déplacés : Pendant l'année, le gouvernement et des ONG ont fait réaliser en partenariat une enquête et une étude qualitative et quantitative complète portant sur les mineurs non

accompagnés vivant dans les rues. Ce rapport n'a pas été communiqué au public. Des ONG ont signalé un nombre croissant de mineurs non accompagnés vivant à Djibouti-ville ou traversant le pays pour se rendre au Moyen-Orient.

Enlèvements internationaux d'enfants : Djibouti n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter le rapport du département d'État intitulé *Annual Report on International Parental Child Abduction* (*Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants*) à l'adresse suivante : travel.state.gov/content/travel/en/International-Parental-Child-Abduction/for-providers/legal-reports-and-data.html.

Antisémitisme

Les observateurs ont estimé que la communauté juive comptait moins de 30 personnes, dont la majorité étaient des militaires étrangers en poste dans le pays. Aucun acte d'antisémitisme n'a été signalé.

Traite des personnes

Veuillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

Personnes en situation de handicap

La constitution n'interdit pas la discrimination à l'encontre des personnes en situation de handicap, bien que la loi interdise une telle discrimination dans l'emploi (voir la section 7.d.). Le Secrétariat d'État à la Solidarité nationale et le ministère de la Promotion de la femme et du Planning familial avaient pour responsabilité spécifique de protéger les droits de ces personnes. Le gouvernement a également créé le poste de conseiller auprès du président pour les personnes handicapées. Néanmoins, la loi n'a pas été appliquée. Le gouvernement n'a pas exigé que les bâtiments ou les services publics soient accessibles aux handicapés et ces bâtiments étaient souvent inaccessibles. La loi garantit l'accès aux soins de santé et à l'éducation pour les personnes en situation de handicap, mais elle n'a pas été appliquée.

Les autorités ont séparé les prisonniers souffrant de handicaps mentaux des autres prisonniers en détention provisoire ou condamnés. Ils recevaient des traitements ou un suivi psychologiques minimes. Les familles pouvaient demander de faire interner en prison leurs proches handicapés mentaux qui n'avaient pas été jugés coupables de quelque crime que ce soit, mais qui étaient considérés comme un danger pour eux-mêmes ou pour ceux qui les entouraient. Il n'y avait aucun établissement de santé mentale et qu'un seul psychiatre exerçant dans le pays.

Des organismes gouvernementaux ont mené des campagnes de sensibilisation et des ONG ont organisé des séminaires et d'autres activités qui ont attiré l'attention sur la nécessité de renforcer les dispositifs de protection juridique et d'améliorer les conditions de travail pour les personnes en situation de handicap.

Minorités nationales/raciales/ethniques

La coalition au pouvoir comprenait tous les principaux clans et groupes ethniques du pays, des représentants des groupes minoritaires occupant également des fonctions importantes. Néanmoins, la discrimination sur la base de l'ethnicité a persisté dans le domaine de l'emploi et de l'avancement professionnel (voir la section 7.d.). Les Issas somalis, qui constituent le groupe ethnique majoritaire, contrôlaient le parti au pouvoir et dominaient la fonction publique et les services de sécurité. La discrimination fondée sur l'ethnicité et l'appartenance à un clan se manifestait encore dans le monde des affaires et la vie politique.

Actes de violence, discrimination et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

La loi ne criminalise par expressément le fait d'être LGBTI ou les relations sexuelles entre adultes consentants. Il n'existe aucune loi de lutte contre la discrimination pour protéger les LGBTI. Il n'a pas été fait état d'incidents de violence ou de discrimination sociétales fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre ou les caractéristique sexuelles, mais en général, les personnes LGBTI ne parlaient pas ouvertement du fait qu'elles l'étaient. Il n'existait pas d'organisation LGBTI.

Stigmatisation sociale liée au VIH et au sida

Il n'a pas été fait état de cas de violence ou de discrimination à l'encontre de personnes vivant avec le VIH-sida, bien qu'il y ait eu une stigmatisation généralisée de ces personnes. Plusieurs associations locales ont travaillé en collaboration avec le gouvernement pour lutter contre la discrimination sociale.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La constitution et la loi donnent le droit de créer des syndicats indépendants et d'y adhérer, avec l'autorisation préalable du ministère du Travail. La loi prévoit le droit de faire grève après dépôt de préavis, autorise les négociations collectives et fixe les conditions de base du respect des conventions collectives. La loi interdit la discrimination contre les syndicats et oblige les employeurs à réintégrer les employés licenciés pour activités syndicales. Les zones franches sont régies par des règles différentes et la législation du travail donne moins de droits aux travailleurs à l'intérieur de celles-ci.

Selon l'Organisation internationale du travail, la procédure d'enregistrement des syndicats est longue et compliquée, ce qui donne au ministère du Travail un pouvoir discrétionnaire pratiquement illimité sur cet enregistrement. Le gouvernement demande également aux syndicats de se soumettre de nouveau à cette procédure d'approbation après tout changement à la direction d'un syndicat ou dans ses statuts, ce qui veut dire qu'à chaque élection au sein d'un syndicat, celui-ci doit s'enregistrer de nouveau auprès du gouvernement.

La loi prévoit la suspension du contrat de travail quand un employé exerce une fonction syndicale. Elle interdit aussi d'appartenir à un syndicat en cas de toute condamnation antérieure (que celle-ci soit préjudiciable ou non à l'intégrité exigée pour exercer des fonctions syndicales). La loi confère au président de grands pouvoirs discrétionnaires pour interdire ou limiter sévèrement le droit de grève des fonctionnaires, en s'appuyant sur une longue liste de « services essentiels » qui peut dépasser les limites des normes internationales.

Le gouvernement n'a ni appliqué, ni respecté les lois applicables, y compris la loi sur la discrimination antisyndicale. Les recours et les sanctions disponibles en cas de violations n'étaient pas suffisants pour avoir un effet dissuasif, particulièrement en raison du manque de mise en application.

Le gouvernement a également limité la capacité des syndicats d'inscrire des adhérents, compromettant ainsi leur capacité de fonctionner. Il n'a pas permis aux deux syndicats indépendants du pays de se faire enregistrer en tant que syndicats officiels. Deux syndicats soutenus par le gouvernement et ayant le même nom que les syndicats indépendants, parfois appelés des « clones », sont les principaux mécanismes de négociation collective pour de nombreux travailleurs. Des membres du gouvernement ont des liens étroits avec les syndicats légaux. Seuls les membres des syndicats approuvés par le gouvernement participaient aux réunions syndicales internationales et régionales avec l'approbation du gouvernement. Selon les dirigeants des syndicats indépendants, le gouvernement réprimait les syndicats représentatifs indépendants en décourageant tacitement les réunions syndicales.

Des négociations collectives se sont parfois tenues et ont habituellement abouti rapidement à des accords. Le Conseil national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a examiné toutes les conventions collectives et a joué un rôle consultatif dans leur négociation et leur application. Il comprenait des représentants des syndicats, du patronat et du gouvernement.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi de 2016 sur la lutte contre la traite des personnes interdit toutes les formes de travail forcé ou obligatoire et elle renforce les instruments dont disposent les procureurs pour faire condamner et emprisonner les trafiquants (voir la section 6, Enfants). Les procureurs ont fait appliquer la loi de plus en plus souvent, mais étant donné que les enquêteurs de la police judiciaire avaient du mal à reconnaître les infractions liées à la traite, les responsables de la force publique ont cherché à faire suivre une formation par leurs enquêteurs respectifs. Le 30 juillet, à l'occasion de la Journée mondiale contre la traite des êtres humains, le ministère de la Justice a mené une table ronde avec des représentants de la société civile et des ministères pertinents, y compris ceux chargés de l'application des lois, et des survivants de la traite des personnes.

Des Djiboutiens et des migrants risquaient de se trouver dans des conditions de travail forcé, notamment en tant qu'employés de maison à Djibouti-ville et le long de l'axe routier Éthiopie-Djibouti emprunté par les camions. Des parents ou d'autres adultes proches ont forcé des enfants des rues, y compris des enfants djiboutiens, à mendier. Des enfants risquaient également d'être contraints au travail forcé en tant qu'employés de maison et obligés de commettre des délits mineurs, comme des vols (voir la section 7.c.).

Veillez également consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

La loi interdit totalement le travail et l'emploi d'enfants de moins de 16 ans, mais elle n'interdit pas expressément les pires formes de travail des enfants. Elle impose des limites concernant le travail au-delà de 40 heures par semaine et le travail de nuit, mais son application par les pouvoirs publics était inefficace. Les peines prévues en cas de violations étaient insuffisantes pour avoir un effet dissuasif. Le ministère du Travail est chargé de surveiller les lieux de travail et d'empêcher le travail des enfants, mais la pénurie d'inspecteurs du travail, de véhicules et d'autres ressources a entravé les enquêtes sur le travail des enfants. Les inspections étaient effectuées dans le secteur formel, alors que la plupart des cas de travail des enfants avaient lieu dans le secteur informel.

Le travail des enfants, y compris sous ses pires formes, existait dans tout le pays. Des enfants vendaient du khat, un hallucinogène licite. Les entreprises familiales, comme des restaurants et de petits commerces, employaient des enfants à toute heure. Les enfants participaient aussi à toutes sortes d'activités telles que le cirage de chaussures, le lavage et le gardiennage de voitures, la vente d'articles divers, le travail d'employés de maison, le travail dans l'agriculture de subsistance et dans l'élevage, la mendicité, ainsi que d'autres activités du secteur informel. Des enfants des deux sexes travaillaient comme employés de maison. Les enfants couraient des risques physiques, chimiques et psychologiques pendant qu'ils travaillaient.

Veillez consulter également les *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants* du département du Travail à l'adresse suivante : www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/findings/.

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

Il n'existe pas de loi interdisant les pratiques discriminatoires de recrutement fondées sur le handicap, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, la séropositivité au VIH ou le fait d'avoir d'autres maladies transmissibles.

L'Inspection du travail ne disposait pas des ressources suffisantes pour effectuer des inspections concernant la discrimination aussi bien dans le secteur formel qu'informel. Selon des défenseurs des droits des personnes en situation de handicap, les opportunités professionnelles pour les handicapés étaient insuffisantes et les dispositifs de protection juridique et l'accès offert à ces personnes inadéquats. La loi n'exige pas que soit versé un salaire égal pour un travail égal (voir la section 6).

La loi exige que les travailleurs étrangers migrants qui obtiennent un permis de séjour et un permis de travail jouissent des mêmes protections juridiques et des mêmes conditions de travail que les citoyens, mais cette loi n'a pas été appliquée et les travailleurs migrants faisaient l'objet de discrimination. En janvier 2017, l'Assemblée nationale a adopté une loi sur le statut des

réfugiés officialisant leur droit de travailler et elle a adopté deux décrets d'application en décembre de la même année.

e. Conditions de travail acceptables

Le salaire minimum national était de 35 000 francs Djibouti (198 dollars des États-Unis) par mois pour les employés du secteur public, tandis que le seuil de pauvreté fixé par la Banque mondiale équivaut à 336 francs Djibouti (1,90 dollar des États-Unis) par jour. La loi ne fixe pas de salaire minimum pour le secteur privé, mais précise que des salaires minimums seront établis d'un commun accord entre les employeurs et les employés. Selon les statistiques du gouvernement, 79 % de la population vivait dans une pauvreté relative en 2017.

La durée légale du travail hebdomadaire est de 40 heures sur cinq jours, une limite qui s'applique aux travailleurs quel que soit leur sexe ou leur nationalité. La loi prévoit une période de repos hebdomadaire de 48 heures consécutives et le paiement des heures supplémentaires à un taux majoré fixé par voie d'accord ou de convention collective. Elle précise que les heures supplémentaires ne peuvent pas dépasser 60 heures par semaine ou 12 heures par jour. La loi prévoit des congés payés. Le gouvernement établit les normes relatives à la santé et la sécurité au travail, qui couvrent les principales industries du pays. Les lois sur le salaire minimum, les heures de travail et les normes relatives à la santé et la sécurité au travail n'étaient pas appliquées efficacement, y compris dans le secteur informel.

Il n'y a pas de loi ou de réglementation permettant aux travailleurs de se retirer de situations qui mettent en danger leur santé ou leur sécurité sans risquer de perdre leur emploi.

Le secteur informel était important, mais aucune donnée fiable sur le nombre de travailleurs qui y étaient employés n'était disponible.

Le ministère du Travail est chargé de faire respecter les normes relatives à la santé et la sécurité au travail, les salaires et les heures de travail, mais les ressources affectées à l'application étaient insuffisantes, et cette dernière était dépourvue d'effets. Le ministère employait un inspecteur du travail et quatre contrôleurs. L'Inspection du travail a mené 30 inspections, y compris dans les zones franches, pendant l'année suite à des plaintes au sujet de conditions de travail illégales et a constaté des violations de la loi dans chacun de ces cas. Étant donné qu'elles ne sont pas appliquées, les sanctions sont insuffisantes pour avoir un effet dissuasif.

Les moyens mis en œuvre pour faire appliquer les lois, y compris pour les inspections, n'étaient pas adéquats. L'Inspection du travail ne disposait pas des moyens suffisants pour former les inspecteurs, mener des inspections préventives régulières ou assurer le suivi des cas antérieurs. La mesure corrective la plus courante en cas de violations était la visite de l'inspecteur du travail dans l'entreprise contrevenante pour expliquer comment remédier à la violation. Si l'entreprise obtempérait, il n'y avait pas de sanctions.

Les migrants étaient particulièrement vulnérables aux violations de la législation du travail. Les travailleurs de plusieurs industries ou secteurs se sont parfois trouvés dans des conditions de travail dangereuses, en particulier dans le secteur du bâtiment et les ports. Les dangers incluait

par exemple des équipements de sécurité inadéquats et une formation à la sécurité insuffisante. Selon l'Inspection du travail, en général les travailleurs signalaient les licenciements abusifs, mais pas les violations des normes de sécurité.